

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/166
2 novembre 2004

(04-4647)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

SUBVENTIONS AUX PECHERIES

Communication de l'Argentine, du Chili, de l'Équateur, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et du Pérou

La communication ci-après, datée du 1^{er} novembre 2004, est distribuée à la demande des délégations de l'Argentine, du Chili, de l'Équateur, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et du Pérou.

1. La Déclaration ministérielle de Doha, qui préconise l'amélioration des disciplines de l'OMC concernant les subventions aux pêcheries, exprime les préoccupations des Membres au sujet des effets potentiellement préjudiciables que les subventions au secteur des pêcheries peuvent avoir sur le commerce, le développement et l'environnement. Dans un monde où il est estimé que 75 pour cent des stocks de poissons sont surexploités, totalement exploités, ou largement épuisés, les subventions aux pêcheries constituent entre 20 et 25 pour cent des revenus de la branche de production. Même si un certain nombre de facteurs contribuent à l'épuisement des stocks mondiaux de poissons, les subventions aux pêcheries préjudiciables sont un facteur important dont l'examen relève de la compétence de l'OMC.

2. Les négociations ont bien progressé jusqu'à ce jour. Dans son rapport présenté au Comité des négociations commerciales en juin, le Président du Groupe a noté que "le débat, après avoir porté sur la question de savoir *si* des disciplines spécifiques dans le secteur étaient nécessaires, a[vait] évolué et port[ait] maintenant sur la *nature* et la *portée* de ces disciplines".¹

3. La présente communication apporte une nouvelle contribution à ce débat en développant une approche qui offre une structure simple, applicable et flexible pour de nouvelles disciplines concernant les subventions à la pêche.

Approche fragmentée ou de large portée?

4. À notre dernière réunion, nous avons vu s'élaborer une approche possible pour les négociations: la méthode dite "de l'inclusion". Pour l'essentiel, cette approche consiste à identifier des programmes particuliers à prohiber et des programmes particuliers à autoriser. Un certain nombre de délégations ont exprimé des préoccupations au sujet de cette approche. Il a été reproché à la dernière version de cette proposition d'être exclusivement axée sur les effets sur les ressources et de ne pas prendre en compte les effets sur le commerce. Une autre préoccupation avait trait au fait que la proposition incorporait des concepts dont l'introduction dans les règles et la jurisprudence de l'OMC poserait des problèmes, comme le concept d'une pêcherie "correctement gérée", ou qui sont extérieurs

¹ TN/RL/9, paragraphe 8.

au domaine de compétence ou aux objectifs de l'OMC (par exemple la réglementation des pêcheries). Des questions ont aussi été posées au sujet de la rigueur interne d'une approche fragmentée de ce type.

5. La principale solution de rechange est d'établir une plus large prohibition des subventions à la pêche. Des variantes de cette approche ont été exposées par un certain nombre de délégations au cours de l'année et demie écoulée. Il y avait divergence des vues sur la portée d'une prohibition et sur la manière dont celle-ci pourrait être mise en œuvre, mais tous proposaient de cibler les subventions ayant certaines incidences. Certaines propositions prévoyaient la prohibition des programmes promouvant la surcapacité, d'autres l'élargissaient pour inclure les programmes qui encourageaient la surpêche et/ou qui avaient d'autres effets de distorsion des échanges. Un certain nombre de ces propositions prévoyaient aussi l'identification des subventions qui seraient exemptées d'une prohibition plus large.

Options pour la mise en œuvre d'une prohibition de large portée

6. Sur le plan conceptuel, il y a beaucoup de points communs entre les diverses propositions visant des prohibitions de large portée. Au vu du débat qui a eu lieu jusqu'à présent, il semble tout à fait possible d'arriver en fin de compte à un consensus sur une approche de ce type. Un problème clé est d'identifier les moyens de traduire le concept en des règles qui soient simples et applicables.

7. Une possibilité est d'établir une règle prévoyant la prohibition des programmes qui encouragent la surcapacité, la surpêche et/ou d'autres distorsions des échanges, éventuellement assortie d'une liste exemplative ou définitive. Bien que l'on puisse s'interroger sur l'opportunité d'essayer d'introduire des concepts tels que la surcapacité et la surpêche dans les règles et la jurisprudence, il serait utile d'examiner les propositions de libellé axées sur cette approche.

8. Une autre possibilité, qui part d'un concept semblable mais le met en œuvre différemment, est de commencer par une prohibition des subventions qui confèrent un avantage au secteur de la pêche. La tâche dans les négociations consisterait alors essentiellement à identifier et à définir les exceptions à cette prohibition – à savoir les subventions qui ne seraient *pas* prohibées en vertu des nouvelles règles. Cette approche a un certain nombre de caractéristiques qui pourraient la rendre intéressante comme base de nos négociations:

- *Simplicité et applicabilité* Elle établit une règle claire, en employant des termes et concepts qui ont déjà une base solide dans l'Accord SMC. Pour l'essentiel, elle ne ferait qu'élargir la catégorie rouge pour viser les subventions qui confèrent un avantage au secteur de la pêche et établirait une liste d'exceptions définies.
- *Transparence* Le point de départ des nouvelles disciplines sera une prohibition des subventions qui confèrent un avantage au secteur de la pêche. Les négociations seront ensuite axées sur l'identification et la définition des exceptions à cette prohibition. La règle générale aura pour effet d'inciter fortement les Membres à présenter les programmes qu'ils souhaitent maintenir. De cette manière, les négociations nous permettront de mieux connaître et de mieux comprendre les subventions à la pêche. Cela sera en soi un progrès notable.
- *Flexibilité* Cette approche ménage une flexibilité. Elle n'équivaut pas à une "interdiction générale" de toutes les subventions à la pêche. En fait, elle propose une structure juridique qui part de la prohibition des subventions conférant un avantage au secteur de la pêche pour préciser ensuite les exceptions à cette prohibition. Cette approche ne préjugerait d'aucune manière le niveau d'ambition des négociations. En fait, le champ exact de la prohibition de large portée sera déterminé par le nombre de subventions dont il est convenu qu'elles devraient être exclues de la prohibition. Il

ressort des discussions menées jusqu'à présent qu'un large éventail de programmes existants de subventions aux pêcheries ne seront pas prohibés à la suite de cette série de négociations. Cette approche serait aussi suffisamment flexible pour "ten[ir] compte de l'importance de ce secteur pour les pays en développement" comme il est précisé dans notre mandat.

9. Il importera dans ces négociations de bien concevoir la structure des nouvelles disciplines concernant les pêcheries. Une approche qui part d'une prohibition des subventions conférant un avantage au secteur de la pêche pour ensuite définir les exceptions à cette prohibition offre une structure simple, applicable et flexible qui conduirait aussi à une plus grande transparence en ce qui concerne les subventions à la pêche.

Prochaines étapes des négociations

10. L'approche indiquée ci-dessus laisse envisager des négociations axées sur l'identification et la définition des programmes qui ne seront pas visés par la prohibition. Toutefois, quelle que soit l'approche adoptée, il semble qu'il est nécessaire d'examiner les subventions qui ne seraient pas prohibées.

11. Nous avons déjà quelques indications, dans un certain nombre de communications présentées au Groupe, concernant certains des domaines qu'il faudra examiner à cet égard. Il pourrait s'agir des éléments ci-après:

- dépenses des pouvoirs publics pour les cadres de gestion, y compris celles qui se rapportent à la surveillance, au suivi, à l'exécution et aux travaux de recherche connexes;
- dépenses des pouvoirs publics pour l'infrastructure générale;
- certains programmes d'assurance sociale liés aux pêcheries (par exemple formation professionnelle pour faciliter la transition hors du secteur);
- dépenses des pouvoirs publics pour l'accès;
- subventions au désarmement structurées de manière appropriée.

12. Un examen de ces programmes, et d'autres types de programmes que les Membres voudront peut-être maintenir au titre d'éventuelles disciplines nouvelles concernant les subventions à la pêche, semblerait être une prochaine étape logique de nos négociations.

Considérations relatives au développement

13. Parallèlement, il faut aussi d'emblée prêter attention à la question du traitement spécial et différencié. Dans l'examen des programmes qui pourraient ne pas être prohibés dans le cadre des nouvelles disciplines concernant les subventions à la pêche, nous devons trouver les moyens d'arriver à des méthodes plus pratiques pour prendre en compte les besoins spécifiques des Membres se situant à tous les niveaux de développement. Nous avons déjà une communication d'un groupe de pays en développement dans laquelle des domaines d'intérêt et sujets de préoccupation sont indiqués.² L'identification d'autres sujets de préoccupation spécifiques aidera le Groupe de négociation à

² Communication des délégations d'Antigua-et-Barbuda, du Belize, des îles Fidji, du Guyana, des Maldives, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Saint-Kitts-et-Nevis (TN/RL/W/136).

examiner sans tarder comment ces préoccupations peuvent être prises en compte d'une manière ciblée et efficace. En même temps, nous anticipons un résultat final qui n'exclura pas des disciplines effectives les principaux acteurs ayant un important secteur de la pêche.
